

"Pour un accord entre peuples frères" dans Le Monde diplomatique

Légende: En mars 1973, Trygve Bratteli, ancien Premier ministre norvégien, explique dans le mensuel français Le Monde diplomatique les raisons qui ont conduit la Norvège à refuser par référendum l'adhésion aux Communautés européennes.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. FAUVET, Jacques ; Réd. Chef JULIEN, Claude. Mars 1973, n° 228 Supplément Norvège. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"pour_un_accord_entre_peuples_freres"_dans_le_monde_diplomatique-fr-fdc203c3-c27d-4a50-a892-62feb405a5cd.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Pour un accord entre peuples frères

Le 25 septembre 1972, une majorité a voté « non » dans le référendum sur l'entrée de la Norvège dans la Communauté européenne. Soixante-dix-sept pour cent des électeurs se sont prononcés; parmi ceux-ci, un peu plus de 53 % ont voté « non » et 46 % « oui ». Ce résultat a poussé nos nombreux amis européens à se poser plusieurs questions sur la Norvège.

A cause de sa population peu nombreuse, dispersée sur une grande superficie, à l'extrémité nord-ouest de l'Europe, la Norvège a toujours été très ouverte vers l'extérieur. L'activité économique du pays est intégrée à son entourage, plus que dans la plupart des autres pays, surtout vers l'Europe occidentale. Dans les domaines culturel et social, la Norvège a toujours été en contact étroit avec l'Europe et a reçu de celle-ci un large courant d'inspirations utiles et nécessaires.

Par cette riche coexistence avec son entourage, ce petit pays a pu développer une société industrielle relativement moderne. Les conditions y sont toutefois extrêmement variées, allant de régions industrialisées et urbanisées de façon moderne à de grands espaces ruraux et à des bandes côtières étendues, où la population est très parsemée.

Jusqu'à la dernière guerre mondiale, le peuple vivait politiquement avec l'impression de se trouver dans un coin protégé du monde. Ce qui ne nous empêchait pas d'envoyer des armadas de navires commerciaux sur toutes les mers, en service sur toutes les voies commerciales d'importance. Nous pêchions aussi bien dans l'Arctique que dans l'Antarctique, et cela nous valait une situation de premier plan dans le domaine de la pêche. Une part exceptionnellement importante de notre production croissante allait vers l'exportation, et l'importation se développait parallèlement.

Nos relations avec l'extérieur étaient donc considérables. Mais, politiquement et mentalement, le peuple vivait paisiblement le long des côtes de la mer du Nord et de l'océan Arctique, à une distance confortable des centres historiques de conflit sur le continent européen.

La seconde guerre mondiale provoqua un réveil douloureux: notre peuple réalisa soudain que la Norvège ne se trouvait plus à l'extérieur, mais faisait bien partie intégrante de l'Europe, qu'elle le veuille ou non. Souvent hésitante et prudente au début, la Norvège s'engagea de façon beaucoup plus directe qu'auparavant dans la coopération toujours plus organisée de l'Europe occidentale. Et c'est ainsi que le pays sortit de son isolationnisme politique et s'engagea activement dans la plupart des entreprises communes de collaboration qui ont marqué l'Europe de l'Ouest après la deuxième guerre mondiale.

C'est pourquoi nous étions nombreux à saluer avec joie et espoir l'évolution qui, en 1972, conduisit à un élargissement important de la Communauté européenne, ainsi qu'à son rattachement plus étroit avec d'autres pays, à travers de nombreux traités commerciaux.

D'un point de vue historique, il m'est apparu de toute importance que la Grande-Bretagne fût partie de la C.E.E. Par là on arrivait à rassembler les plus grands acteurs de la scène européenne en une coopération organisée et dirigée vers l'avenir. La transformation de la vieille Europe de l'Ouest guerrière en une zone de coopération pacifique et de développement commun est d'une importance vitale pour l'Europe occidentale tout entière, y compris pour les pays qui ont choisi de ne pas être membres de l'organisation.

Beaucoup ont pensé comme moi que la Norvège appartenait naturellement à cette communauté organisée. Nous la considérons comme l'aboutissement de plusieurs dizaines d'années de coopération européenne, qui ont été sans aucun doute bénéficiaires pour la Norvège. Mais, dès le début des années 60, nous nous sommes rendu compte que ce serait là un sujet controversé. Et le référendum consultatif a montré que la majorité de ceux qui se sont prononcés étaient contre l'entrée de la Norvège.

Je pense que la controverse sur ce sujet dans notre pays, au cours de son développement ultérieur, renforcera la conscience du peuple norvégien de faire partie de l'Europe de l'Ouest. Après le refus de devenir membre de la Communauté, nous négocions maintenant un traité commercial. De telles négociations deviennent

facilement après, à cause d'une confrontation d'intérêts opposés au sein de groupes puissants dans les pays des deux côtés. Mais des traités commerciaux doivent aussi, dans la mesure du possible, contribuer au développement qui se manifeste en Europe vers la fin du vingtième siècle.

L'évolution d'une coopération saine et positive entre la Norvège et l'Europe, dont nous faisons partie, sera le mieux servie par un accord commercial qui puisse résoudre les problèmes de façon satisfaisante, traité qui pourra apparaître comme un accord entre peuples frères.

TRYGVE BRATELLI

(Ancien premier ministre, député, président du parti travailliste)